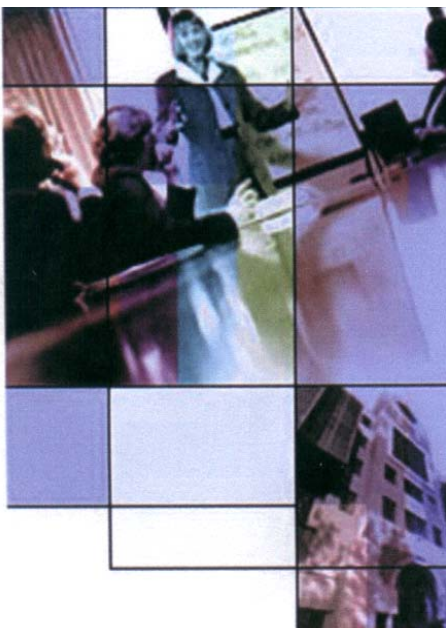




L'EXPANSION DES CAISSES POPULAIRES À MONTRÉAL, 1940-1960

PAR

Paul-André Linteau

No 0593-052

La Chaire de coopération Guy-Bernier de l'Université du Québec à Montréal a été fondée en 1987 grâce à une contribution financière de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, contribution qui a été renouvelée en 1992 et 1995 et de la Fondation UQAM.

La mission de la Chaire consiste à susciter et à promouvoir la réflexion et l'échange sur la problématique coopérative dans une société soumise à des modifications diverses et parfois profondes de l'environnement économique, social et démographique. La réflexion porte autant sur les valeurs, les principes, le discours que sur les pratiques coopératives. Les véhicules utilisés par la Chaire de coopération Guy-Bernier pour s'acquitter de sa mission, sont: la recherche, la formation, la diffusion et l'intervention conseil auprès des coopérateurs et coopératrices des divers secteurs.

Au plan de la recherche, les thèmes généraux, jusqu'à présent privilégiés, portent sur -les valeurs coopératives, et le changement social -les rapports organisationnels et la coopération -les aspects particuliers de la croissance des caisses populaires -les coopératives dans les pays en voie de développement. Une attention particulière est portée depuis quelques années au secteur du travail, à celui des services sociosanitaires ainsi qu'au micro-crédit et tout récemment au commerce équitable et à l'évaluation des entreprises n'ayant pas le profit comme objectif.

Au plan de la formation, l'action s'effectue dans deux directions : - au niveau universitaire, par l'élaboration de cours spécifiques sur la coopération et par l'attribution de bourses pour la rédaction de mémoires et de thèses ayant un thème coopératif; tout récemment, la Chaire a formé un partenariat avec la Chaire Seagram sur les organismes à but non lucratif et le département d'organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM pour démarrer, en septembre 2000, un programme de MBA pour cadres spécialisé en entreprises collectives - au niveau du terrain, en répondant à des demandes du milieu pour l'élaboration de matériel didactique et de programmes de formation spécifique.

Les résultats des travaux de recherche sont diffusés dans des cahiers de recherche qui parfois, sont des publications conjointes avec des partenaires. La Chaire organise aussi des colloques, séminaires et conférences.

L'activité d'intervention-conseil prend des formes variées : conférences, session d'information, démarche d'accompagnement en diagnostic organisationnel, en planification stratégique.

La Chaire entretient des activités au plan international en offrant des services de formation, d'organisation et de supervision de stages, de développement et d'évaluation de projet sur une base ponctuelle et institutionnelle, notamment auprès des pays de l'Afrique francophone. La Chaire a ainsi développé une collaboration privilégiée avec l'Université internationale de langue française au service du développement africain, l'Université Senghor. Des missions d'études et d'échanges sont aussi menées régulièrement dans d'autres pays : en Guinée, au Brésil, au Viêt-Nam, en Haïti et dans divers pays d'Europe surtout en France, Italie, Espagne et Belgique.

Chaire de coopération Guy-Bernier Mauro-F. Malservisi, titulaire Université du Québec à Montréal C. P. 8888, succ. « Centre-Ville » Montréal, Québec, H3C 3P8	Téléphone : 514-987-8566 Télécopieur : 514-987-8564 Adresse électronique : chaire.coop@uqam.ca Site : http://www.chaire-ccgb.uqam.ca/
---	---

L'EXPANSION DES CAISSES POPULAIRES À MONTRÉAL, 1940-1960¹

Paul-André LINTÉAU
Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal

À la veille du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement des caisses populaires du Québec a déjà près de quarante ans d'existence. Il est devenu bien organisé avec ses unions régionales et sa fédération provinciale. Il a survécu aux heures difficiles de la crise économique des années 1930 et il est en mesure d'entreprendre une nouvelle phase de son histoire qui au cours des vingt années suivantes sera caractérisée par une croissance spectaculaire.

Même s'il a depuis longtemps pris pied en milieu urbain, le mouvement Desjardins tire encore principalement sa force du monde rural. En outre, il n'est qu'un intervenant relativement mineur dans le monde des institutions financières francophones. Tout cela change rapidement au cours de la guerre et de l'après-guerre. Le mouvement des caisses populaires connaît alors une croissance rapide qui lui permet de devenir un participant de poids dans l'univers financier québécois. En outre, il effectue en milieu urbain une percée significative qui en deux décennies change notablement l'allure du mouvement. Cette évolution est bien connue des spécialistes de l'histoire du mouvement Desjardins, mais le caractère spécifique de la pénétration en milieu urbain n'a guère été étudié, en particulier pour les caisses populaires de l'agglomération de Montréal.

Le présent article vise à combler cette lacune en examinant certains aspects de la croissance des caisses populaires à Montréal pendant la guerre et l'après-guerre. Un des objectifs est de mesurer la croissance des caisses montréalaises et d'en dégager les rythmes.

L'objectif principal est cependant d'en analyser la dynamique spatiale en identifiant les rythmes et les zones d'implantation des caisses au sein de l'agglomération. Cette analyse spatio-temporelle devrait permettre d'établir un lien entre le développement des caisses et le processus d'urbanisation de l'agglomération montréalaise.

Les caisses populaires du Québec, 1940-1960

Entre 1940 et 1960, le nombre total de caisses au Québec passe de 549 à 1 249 (dont 22 pour la Fédération de Montréal, créée en 1945). Pendant la même période l'actif total grimpe de 21 à 738 millions de dollars (dont 50 pour la «petite fédération») ce qui représente un taux annuel moyen de croissance de 19,4%².

Deux facteurs principaux contribuent à la croissance de l'actif des caisses populaires. Il y a d'abord l'augmentation phénoménale de l'épargne au sein de la population pendant la Deuxième Guerre mondiale. En effet, le plein-emploi et la hausse des salaires contribuent à accroître de façon significative les revenus des ménages. Or en raison du rationnement qui touche en particulier les biens durables, les ménages doivent restreindre leur consommation et voient en conséquence leurs épargnes s'accumuler. Même si, dans l'immédiat après-guerre, une partie de ces ressources est orientée vers l'acquisition de biens durables, le volume d'épargne continue à s'accroître et ce mouvement se poursuit au cours des années 1950, dans un contexte de plein-emploi et de hausse appréciable du pouvoir d'achat de la main-d'oeuvre, alors que l'inflation est très faible³.

Le deuxième facteur est l'extension du réseau des caisses populaires. Pour être en mesure de recueillir une partie de l'accroissement du revenu disponible, celles-ci doivent rejoindre une plus forte proportion de la population. L'augmentation significative du nombre de caisses locales indique qu'elles y réussissent assez bien. La percée en ce

domaine est particulièrement visible au cours de la guerre. En effet, des 700 nouvelles caisses qui s'ajoutent entre 1940 et 1960, un peu plus de la moitié sont créées entre 1940 et 1945. Milton F. Bauer estime que 67% des paroisses du Québec sont dotées d'une caisse populaire en 1950. Au cours de cette période, le mouvement des caisses populaires en arrive aussi à occuper une place de plus en plus importante au sein des institutions financières francophones. En 1950, les dépôts dans les caisses dépassent ceux des deux banques d'épargne du Québec et atteignent 40% du total des dépôts des deux banques à charte francophones⁴.

Un des phénomènes importants de la période est certainement la montée des caisses populaires urbaines. Le Tableau 1 montre le poids de celles-ci au sein de la Fédération de Québec. Le schisme de 1945, qui mène à la création de la Fédération de Montréal, a un certain effet car cette dernière oeuvre en milieu urbain. L'écart n'est toutefois pas très prononcé puisque, dans la colonne de l'actif, l'addition des chiffres de la Fédération de Montréal n'ajouterait que 2,5 points de pourcentage pour les caisses urbaines.

Le Tableau 1 montre que le milieu urbain n'a qu'une minorité des caisses locales, mais qu'il représente une proportion croissante des membres et de l'actif. On peut d'ailleurs constater que la percée des caisses urbaines ne se manifeste pas pendant la guerre, mais plutôt au cours de la décennie 1950 alors qu'un bond significatif est enregistré pour les trois variables du tableau. Cette évolution peut être mise en parallèle avec la forte poussée d'urbanisation qui survient au Québec pendant les années 1950. L'accroissement de la part des caisses urbaines tient peut-être en partie à la transformation de certaines caisses établies dans les zones rurales à la périphérie des grandes villes et dont le territoire vit un processus d'urbanisation. Mais on peut penser qu'une part importante de cette croissance tient plutôt à l'établissement de nouvelles caisses dans les grandes villes et plus

particulièrement dans leurs banlieues. Nous allons tenter de cerner d'un peu plus près ce mouvement en examinant la situation qui prévaut dans la métropole.

La croissance des caisses populaires de Montréal, 1940-1960

Entre 1940 et 1960, l'agglomération montréalaise connaît une expansion rapide, une des plus fortes de son histoire, et gagne près d'un million d'habitants. Sa population est de 1 139 921 en 1941 et de 2 109 509 vingt ans plus tard. Son territoire est en expansion constante et déborde les limites de l'île de Montréal.

Pour simplifier l'analyse et conserver un territoire constant, nous nous en tiendrons dans la présente étude à l'île de Montréal et à l'île Jésus. La première rassemble d'ailleurs 98% de la population de l'agglomération en 1941 et encore 82,8% en 1961. À cette dernière date l'île Jésus compte pour 5,9%, ce qui fait un total de 88,7% pour les deux îles à la fin de la période. Ces chiffres justifient le choix du territoire observé tout en permettant d'étudier la création des caisses populaires non seulement dans la zone urbanisée depuis longtemps, mais également dans la nouvelle banlieue. En outre, les deux îles forment la plus grande partie du diocèse de Montréal⁵, dont les paroisses fournissent l'assise territoriale des caisses.

Les caisses populaires ne peuvent espérer rejoindre avec une égale intensité toutes les parties de l'agglomération puisque leur clientèle est essentiellement franco-catholique. Or la proportion des Canadiens français oscille entre 62% et 64% et, dans certains secteurs, ils sont minoritaires. Ceci explique que, dans la région du Montréal métropolitain, seulement 16% de la population soit sociétaire d'une caisse en 1961, tandis que dans l'ensemble du Québec cette part atteint 25%⁶.

La poussée d'urbanisation qui caractérise Montréal dans l'après-guerre se manifeste d'abord à l'intérieur de la ville elle-même où il reste de vastes territoires à développer. Mais le mouvement déborde rapidement du côté de la banlieue, principalement dans les municipalités situées au deux extrémités de l'île de Montréal ainsi que dans l'île Jésus⁷.

La première caisse populaire à Montréal est celle de la paroisse de l'Immaculée-Conception fondée en 1909⁸. Plus d'une vingtaine d'autres s'ajoutent au cours des trois décennies suivantes mais le rythme des fondations est assez lent et ne décolle qu'à la fin des années 1930. Le ministère de l'Industrie et du Commerce, qui recueille les données sur les caisses populaires et les regroupe par comtés municipaux, en recense 31 sur notre territoire en 1941, puis 63 en 1946, 77 en 1950, 97 en 1955 et 140 en 1960⁹. D'autres sources donnent des chiffres légèrement différents qui ne modifient cependant pas la tendance générale. Il faut noter que nous n'effectuons ici aucune distinction entre les caisses affiliées à l'Union régionale de Montréal de la Fédération de Québec et celles qui sont rattachées à la Fédération de Montréal; nous considérons l'ensemble des caisses implantées sur le territoire de l'île de Montréal et de l'île Jésus.

Une compilation faite à partir de diverses sources (Tableau 2) permet d'établir le rythme de fondation des caisses qui sont actives sur le territoire entre 1940 et 1960. La période de la guerre est témoin d'un important bond en avant dans le nombre de caisses avec 38 fondations, dont 30 entre 1943 et 1945. L'année 1944 établit d'ailleurs un record pour l'ensemble de notre période alors que 13 nouvelles caisses populaires sont mises sur pied. Le rythme ralentit considérablement dans l'immédiat après-guerre avec seulement 14 fondations entre 1946 et 1950. Pendant les cinq années suivantes s'en ajoutent 25 autres, puis survient une nouvelle poussée de croissance avec 41 caisses entre 1956 et 1960, dont 30 pendant les trois dernières années. Les institutions montréalaises sont donc relativement

jeunes. Une étude du Bureau de la statistique montre qu'en 1962 celles de la région du Montréal métropolitain ont en moyenne 14,7 ans d'âge, tandis que la moyenne provinciale est de 21,3¹⁰.

Le tableau 2 permet donc d'identifier deux fortes poussées de croissance à Montréal. La première, qui survient à la fin de la guerre, est probablement à mettre en relation avec la hausse substantielle de l'épargne au sein d'une population encore mal desservie par les caisses populaires, tandis que la seconde, à la fin des années 1950, reflète probablement l'urbanisation de nouveaux territoires. L'étude de la répartition spatiale des caisses permettra de vérifier cette hypothèse. Les chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce permettent par ailleurs de constater que le nombre total de sociétaires, qui était de 9 821 en 1941, atteint 275 836 en 1960.

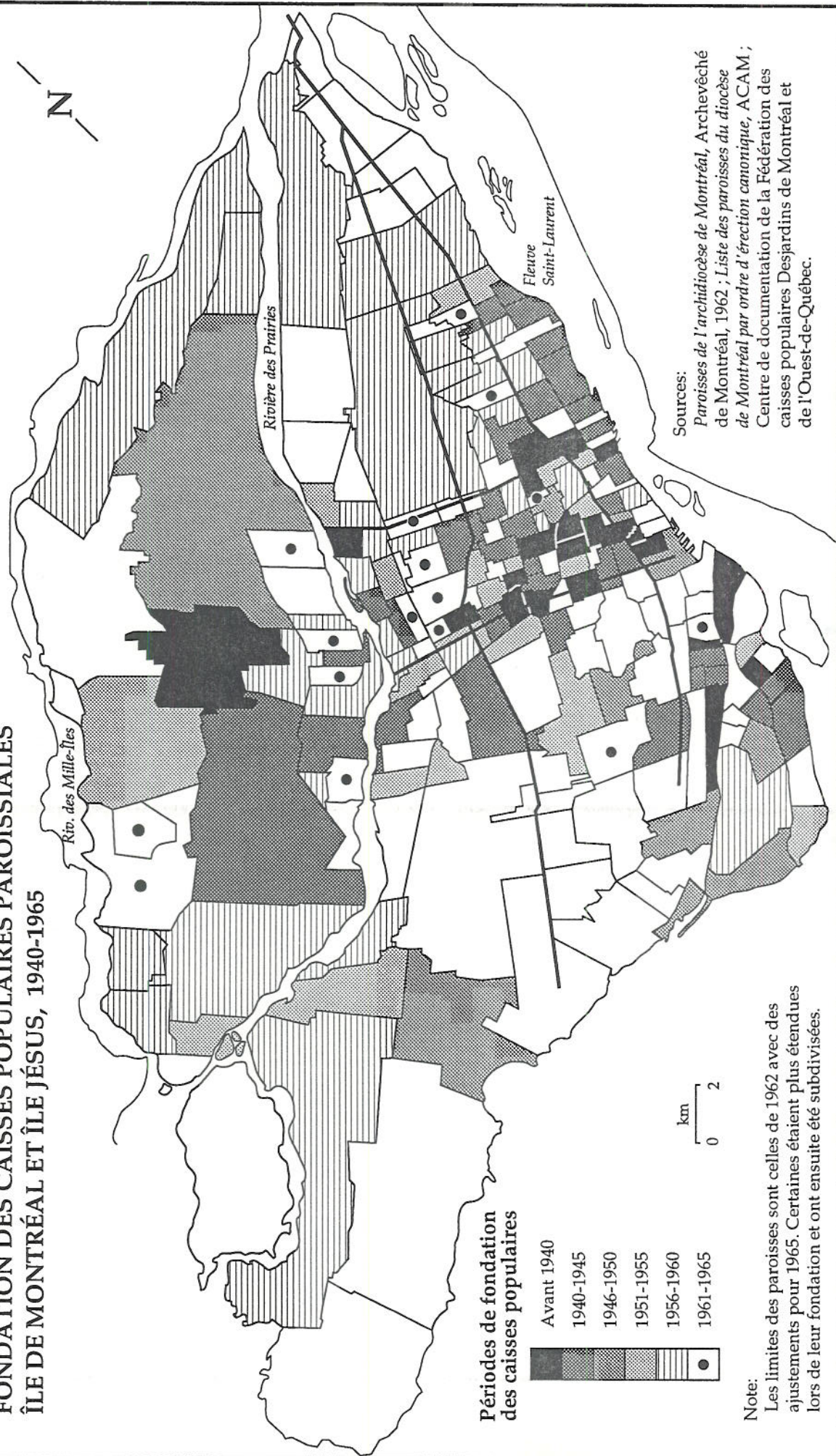
L'expansion du mouvement des caisses populaires se vérifie aussi au niveau de l'actif total (Tableau 3). Celui-ci est d'un peu plus de deux millions de dollars en 1940 alors que vingt ans plus tard il atteint presque les 213 millions. Cela donne un taux annuel moyen de croissance de 25,6%, nettement supérieur à celui de 19,4% de l'ensemble des caisses populaires du Québec. En 1940, les caisses montréalaises ne détiennent que 10,5% de l'actif des caisses de la province alors qu'en 1960 leur part a grimpé à 28,8%. C'est donc dire que l'expansion du mouvement dans l'agglomération montréalaise au cours de la guerre et de l'après-guerre représente un phénomène extrêmement important. Le taux de croissance de l'actif des caisses montréalaises est particulièrement élevé pendant la guerre et tend à diminuer par la suite. Il reste tout de même substantiel au cours de la période et dépasse largement le taux d'accroissement de la population¹¹, ce qui témoigne à la fois de la pénétration accrue des caisses dans le milieu et de l'enrichissement notable de la population montréalaise.

Les caisses dans l'espace montréalais

Nous allons maintenant nous pencher sur la dynamique spatiale de l'expansion du mouvement des caisses populaires à Montréal. Nous devons pour cela laisser de côté les quelques caisses dont la clientèle n'est pas définie en fonction d'un territoire mais plutôt en rapport avec un groupe d'appartenance, telles celles des Syndicats catholiques et nationaux, des Postiers de Montréal, des Fonctionnaires municipaux ou la Coopérative ukrainienne. Ce sont cependant là des exceptions car la presque totalité des caisses est associée à une paroisse et à un territoire spécifique. Même si plusieurs caisses commencent à modifier leurs règlements afin d'élargir leur territoire d'activité au-delà des limites paroissiales, la paroisse d'appartenance reste néanmoins leur base principale et le lieu où se recrute la majorité de leurs sociétaires.

Pour réaliser cette analyse de la dynamique spatiale des caisses populaires, nous avons regroupé des informations colligées à diverses sources sur la carte 1. Les caisses y sont représentées selon la période de fondation et le territoire paroissial; les périodes retenues sont celles que nous avons utilisées dans la section précédente. Nous y avons toutefois ajouté une période quinquennale supplémentaire, de 1961 à 1965, afin de voir si les tendances observées se prolongent après 1960. Les limites des paroisses sont celles qui prévalaient en 1962 avec quelques ajustements pour les nouvelles paroisses dotées d'une caisse populaire entre 1962 et 1965¹². Il faut cependant signaler qu'en cette période d'urbanisation rapide un grand nombre de nouvelles paroisses ont été fondées par subdivision du territoire de paroisses plus anciennes. Cela signifie que certaines caisses populaires, surtout celles situées à la périphérie de l'espace urbanisé, avaient au point de départ un territoire paroissial plus étendu que celui qui est indiqué sur la carte. Il n'était pas possible d'identifier ici toutes ces variations compte tenu de la complexité du processus.

Carte 1 FONDATION DES CAISSES POPULAIRES PAROISSIALES ÎLE DE MONTRÉAL ET ÎLE JÉSUS, 1940-1965



Note:
Les limites des paroisses sont celles de 1962 avec des ajustements pour 1965. Certaines étaient plus étendues lors de leur fondation et ont ensuite été subdivisées.

Pour les fins de notre analyse cela n'était pas vraiment nécessaire. Nous aurons cependant l'occasion d'étudier un peu plus en détail le processus de subdivision territoriale dans le cas spécifique des caisses populaires du nord de Montréal.

Examinons d'abord la situation qui prévaut avant 1940. La plupart des caisses de l'agglomération sont alors concentrées sur le territoire de la ville de Montréal et ne touchent à peu près pas la banlieue. Une première constatation est que les caisses ne sont présentes que dans une minorité de paroisses de la vieille zone industrielle et ouvrière située au sud de la rue Sherbrooke. On n'en trouve que trois dans le Centre-sud et deux dans Hochelaga-Maisonneuve, dont une dessert en partie un territoire situé au nord de la rue Sherbrooke. De même le sud-ouest de l'île, également caractérisé par sa forte composante ouvrière, ne compte que quatre caisses.

La plus grande concentration, avec dix caisses et une partie d'une autre, se trouve entre les rues Sherbrooke et Crémazie, dans le secteur du Plateau Mont-Royal et dans la zone qui le prolonge vers le nord. C'est un territoire habité par une population massivement canadienne-française, sauf sur sa marge ouest où sont localisés les principaux établissements juifs et italiens de la ville. On y trouve en beaucoup plus forte proportion qu'au sud de la rue Sherbrooke des ouvriers qualifiés, des cols blancs et des membres de la petite-bourgeoisie francophone. Dans l'île Jésus, on ne compte qu'une seule caisse, située à Saint-Elzéar, en milieu rural. La situation qui prévaut avant 1940 semble donc confirmer la tendance qu'a observée Ronald Rudin à l'échelle du Québec: les caisses populaires de l'époque servent moins les éléments les plus pauvres de la classe ouvrière que les couches sociales les plus aisées¹³.

La forte poussée du nombre de nouvelles caisses qui survient pendant la guerre se manifeste dans trois directions principales. Six nouvelles caisses s'ajoutent dans le sud-

ouest, principalement dans les zones ouvrières du quartier Saint-Henri et de la ville de Verdun. De son côté, le sud-est de Montréal est témoin de la fondation de dix nouvelles caisses situées au sud de la rue Sherbrooke (une seule étant à cheval des deux côtés de cette artère). Elles se trouvent presque toutes dans les quartiers Hochelaga, Maisonneuve et surtout Longue-Pointe, où on trouve une population ouvrière plus à l'aise que celle du Centre-sud et une proportion croissante de travailleurs des services. La zone comprise entre les rues Sherbrooke et Crémazie reçoit dix nouvelles caisses dont deux dans des paroisses ouvrières anciennes (Saint-Jean-Baptiste et Saint-Louis-de-France) et le reste au nord de la voie ferrée qui marque la limite du Plateau Mont-Royal. Au nord du boulevard Crémazie, le mouvement perd de sa force et on ne constate que l'addition de trois nouvelles caisses dans les paroisses situées près de la rivière Des Prairies et de trois autres dans l'île Jésus. Trois caisses enfin s'ajoutent dans l'ouest de l'île, à Saint-Laurent, Outremont et Notre-Dame-de-Grâce.

Pendant la guerre, le mouvement de création de nouvelles caisses rejoint donc des territoires déjà urbanisés, certains depuis fort longtemps, comme le sud-ouest, et d'autres, comme Longue-Pointe et la zone située au nord de la voie ferrée, où l'implantation de populations nouvelles a surtout été marqué au cours des années 1920. La densification du réseau de caisses dans les quartiers ouvriers francophones reflète certainement l'amélioration du niveau de vie qui touche ces milieux pendant la guerre.

Entre 1946 et 1950, les nouvelles fondations sont peu nombreuses et se concentrent surtout dans l'ouest et le sud-ouest de Montréal. Seulement trois caisses s'ajoutent dans la partie centrale de la ville et une dans l'île Jésus.

Au cours de la première moitié de la décennie de 1950, les nouvelles fondations sont surtout localisées entre les rues Sherbrooke et Crémazie où s'ajoutent neuf nouvelles

caisses. Dans cette zone, la grande majorité des paroisses sont désormais dotées d'une caisse populaire. Pendant cette période, la vague d'expansion touche aussi le nord de la ville et commence à se manifester dans le nord-ouest de l'île.

La forte poussée de nouvelles fondations qui caractérise la période 1956-1960 se manifeste dans trois directions principales. D'abord dans l'est de l'île, de Saint-Léonard à Rivière-des-Prairies, où huit nouvelles caisses sont mises sur pied. Le deuxième secteur est celui du nord de la ville, dans le quartier Ahuntsic et les municipalités adjacentes de Saint-Michel et Montréal-Nord, où s'ajoutent sept nouvelles caisses. La troisième zone est celle de l'île Jésus où des caisses sont mises sur pied dans des paroisses situées aux deux extrémités de l'île mais également dans la partie centrale, là où la vague de suburbanisation est particulièrement forte au cours des années 1950. Les nouvelles fondations de cette période sont donc clairement liées à l'expansion du territoire urbanisé au sein de l'agglomération. Cette tendance est d'ailleurs confirmée quand on examine les fondations survenues entre 1961 et 1965, qui sont presque toutes localisées dans ces trois mêmes secteurs.

Ainsi en 1965, les parties du territoire montréalais où habite une importante population francophone sont presque entièrement desservies par le réseau des caisses populaires. C'est le cas pour l'île Jésus où seulement quatre paroisses échappent à la présence du mouvement. Dans la ville de Montréal, la couverture est à peu près complète, sauf pour certaines portions du centre-ville. À l'ouest, seule la zone du sud-ouest et le territoire bordant le Mont-Royal est bien desservi. Les municipalités bourgeoises de Westmount, d'Outremont et Mont-Royal échappent encore en bonne partie à l'emprise du mouvement. Il en va de même dans le West Island où s'est graduellement implantée une importante population anglophone. Dans l'est de l'île, où la progression a été importante

depuis le milieu des années 1950, un certain nombre de paroisses restent encore dépourvues de caisses populaires.

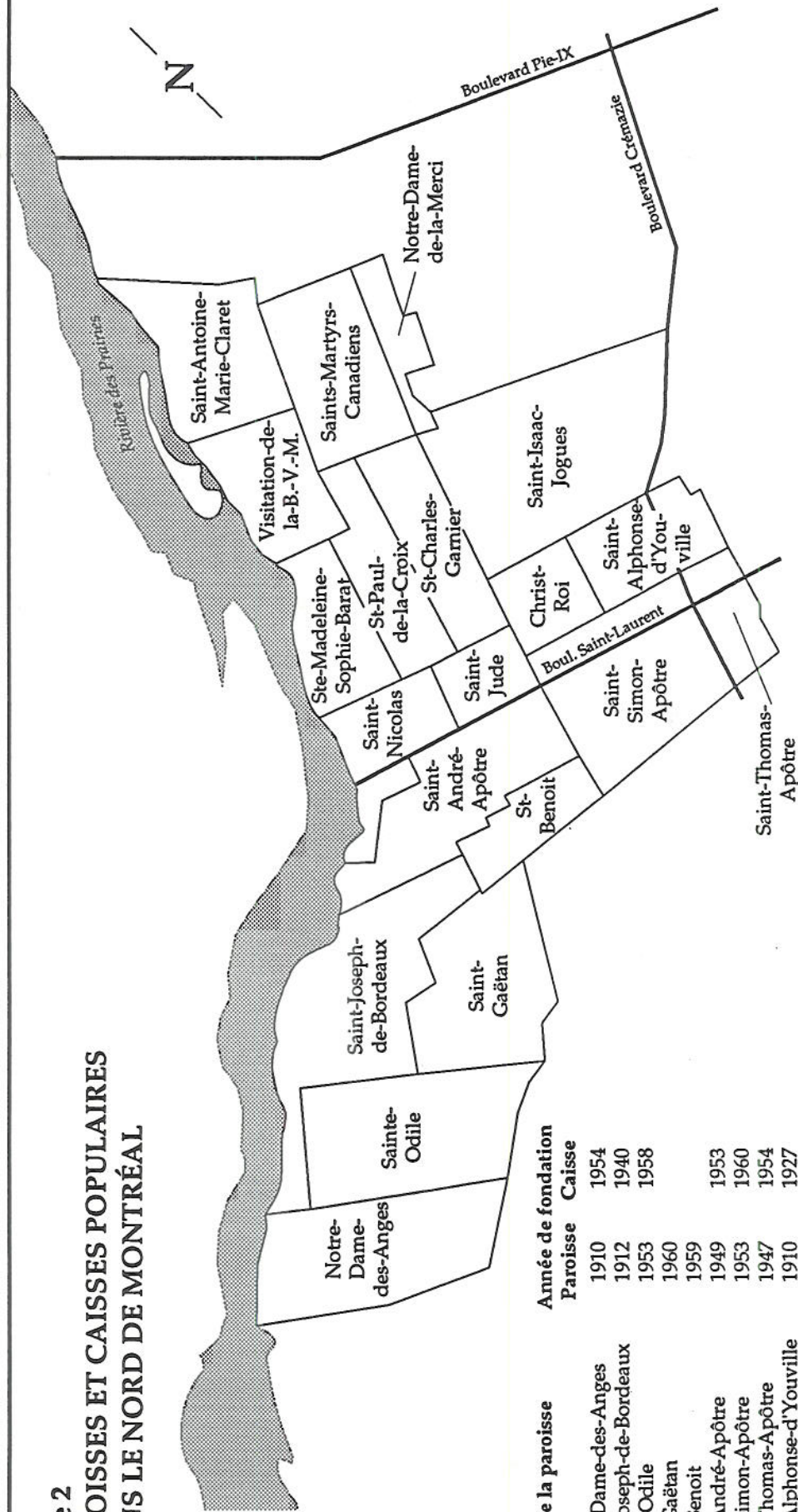
Cet examen de la dynamique spatio-temporelle de l'expansion des caisses populaires à Montréal permet donc de dégager deux grandes tendances. La première, qui se manifeste pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, voit l'intensification de l'implantation dans les zones déjà urbanisées du centre de l'île et du sud-ouest. À la fin des années 1940, la population de la ville de Montréal est donc très bien desservie par les institutions membres du mouvement, mais la banlieue reste encore peu touchée. Au cours des années 1950 et au début de la décennie suivante, l'expansion des caisses prend la forme d'une extension du territoire en direction des nouvelles zones urbanisées du nord de la ville, de l'est de l'île et de l'île Jésus. Le mouvement des caisses populaires démontre ainsi sa capacité de s'ajuster aux nouvelles tendances de l'urbanisation montréalaise qui s'effectue à un rythme accéléré pendant la période. L'examen plus détaillé d'une portion spécifique de ce territoire permettra de voir ce phénomène à l'oeuvre.

Les caisses populaires et l'expansion urbaine: l'exemple du nord de Montréal.

Afin d'illustrer le lien entre le développement des caisses populaires et l'expansion urbaine dans la métropole, nous examinerons le cas de la partie nord de la ville de Montréal qui connaît une forte croissance dans les années d'après-guerre.

Le territoire étudié est représenté à la carte 2. Il comprend toute cette partie de la ville de Montréal qui s'étend entre le boulevard Crémazie et la Rivière-des-Prairies. Il correspond au vaste quartier Ahuntsic et au nord du quartier Villeray, tel qu'ils ont été

Carte 2 PAROISSES ET CAISSES POPULAIRES DANS LE NORD DE MONTRÉAL



Nom de la paroisse	Année de fondation	
	Paroisse	Caisse
Notre-Dame-des-Anges	1910	1954
Saint-Joseph-de-Bordeaux	1912	1940
Sainte-Odile	1953	1958
Saint-Gaëtan	1960	
Saint-Benoît	1959	
Saint-André-Apôtre	1949	1953
Saint-Simon-Apôtre	1953	1960
Saint-Thomas-Apôtre	1947	1954
Saint-Alphonse-d'Youville	1910	1927
Christ-Roi	1929	1964
Saint-Jude	1953	
Saint-Nicolas	1914	1957
Sainte-Madeleine-Sophie-Barat	1946	1957
Saints-Martyrs-Canadiens	1940	1955
Visitation-de-la-B.-V.-M.	1834	1945
Saint-Paul-de-la-Croix	1927	1942
Saint-Charles-Garnier	1951	1964
Saint-Isaac-Jogues	1963	1963
Notre-Dame-de-la-Merci	1952	1960
Saint-Antoine-Marie-Claret	1951	

Note:

Les limites des paroisses sont celles de 1963. Certaines étaient plus étendues lors de leur fondation et ont ensuite été subdivisées.

Sources:

Paroisses de l'archidiocèse de Montréal, Archevêché de Montréal, 1962 ; *Liste des paroisses du diocèse de Montréal par ordre d'érection canonique*, ACAM ; Centre de documentation de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-de-Québec.

délimités en 1921. Il est bordé à l'est par les municipalités de Saint-Michel et Montréal-Nord et à l'ouest par Saint-Laurent.

Ce quartier habité depuis fort longtemps par une population agricole avait connu une première vague d'urbanisation avant la Première Guerre mondiale. Cinq noyaux de peuplement s'y étaient alors formés: les municipalités de Cartierville, Bordeaux, Ahuntsic et Sault-au-Récollet, bordant la rivière des Prairies, et le lieu-dit Youville, à la hauteur du boulevard Crémazie. Au total on y comptait un peu plus de 7000 habitants en 1911. Ce territoire fut graduellement annexé à Montréal entre 1906 et 1916¹⁴. Pendant l'entre-deux-guerres, l'urbanisation s'y fait à un rythme beaucoup plus lent que dans le reste de la ville et ses effets se font surtout sentir dans la partie sud. En 1941, Ahuntsic n'a que 20 754 habitants, tandis que le quartier Villeray, dont la plus grande partie se trouve au sud du territoire observé ici, en compte 63 211¹⁵.

Le nord de la ville est encore considéré comme un lieu éloigné et le boulevard Crémazie représente à cet égard une frontière mentale que les Montréalais ne semblent pas pressés de franchir. D'ailleurs jusqu'à la fin des années 1950, les lignes d'autobus qui montent vers le nord en provenance du centre-ville s'arrêtent à la hauteur de la rue Crémazie. Si l'on veut pousser plus loin dans l'axe de la rue Saint-Laurent, il faut, à partir des usines Youville, emprunter une autre ligne d'autobus qui mène les passagers jusqu'à la rivière Des Prairies. Dans l'axe de la rue Saint-Denis, il faut, à la gare de la rue Émile-Journault, prendre le tramway Millen ou le tramway du Sault-au-Récollet qui permettent d'aller plus avant vers le nord et vers l'est. C'est donc un territoire qui est encore imparfaitement intégré à la ville, une sorte de lointaine banlieue dans les limites de la municipalité.

Ahuntsic représente donc un terrain privilégié pour l'urbanisation d'après-guerre, d'autant plus que la demande est forte. En effet, il s'est construit très peu de logements à Montréal pendant la crise des années 1930 et pendant la guerre. Cette situation provoque une véritable crise du logement qui devient préoccupante dès le début des années 1940. À la fin de la guerre, la demande de nouvelles maisons est donc pressante et les politiques mises en place par le gouvernement fédéral (Société centrale d'hypothèques et de logement) et par le gouvernement provincial (subvention couvrant une partie de l'intérêt hypothécaire) visent à en faciliter la construction¹⁶. Le quartier Ahuntsic étant doté d'un très grand nombre de terrains disponibles, un processus d'urbanisation intensive s'y met en place. Il est particulièrement marqué à la fin des années 1940 et au début de la décennie suivante, de sorte qu'en une quinzaine d'années le territoire est à peu près totalement occupé. La population du quartier Ahuntsic augmente de façon appréciable: de 20 750 en 1941, elle atteint 38 105 en 1951 et 99 960 en 1961; en vingt ans, elle a donc été multipliée par cinq¹⁷.

Le mouvement de création de nouvelles paroisses reflète bien cette évolution. Il s'est fait à partir de deux paroisses-mères. La plus importante, qui couvrait la presque totalité du territoire, était celle de La Visitation, dont l'église était située au Sault-au-Récollet. La partie ouest relevait plutôt de la paroisse de Saint-Laurent, dont la plus grande partie se trouve à l'extérieur de notre territoire d'observation. Une première vague de subdivision était survenue au début du siècle avec l'érection de quatre paroisses (Saint-Alphonse-d'Youville, Notre-Dame-des-Anges, Saint-Joseph-de-Bordeaux et Saint-Nicolas-d'Auntsic), correspondant aux noyaux de peuplement de l'époque. Deux autres (Saint-Paul-de-la-Croix et Christ-Roi) s'étaient ajoutées au cours des années 1920. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le nord de la ville compte donc sept paroisses. En 1960, il en a dix-neuf, auxquelles s'en ajoutera une vingtième en 1963. Il faut noter toutefois que

deux de ces paroisses (Saint-Alphonse-d'Youville et Saint-Thomas-Apôtre) ont un territoire qui s'étend en partie au sud du boulevard Crémazie. Ainsi en une vingtaine d'années, on assiste à une subdivision considérable du territoire paroissial, reflet de l'ampleur de l'urbanisation qui déferle sur le secteur.

Un mouvement semblable se dessine du côté des caisses populaires (carte 2). Avant la guerre on n'en comptait qu'une seule, celle de Saint-Alphonse-d'Youville, fondée en 1927. Trois autres caisses sont mises sur pied pendant la guerre, tandis que la période 1946-1960 voit s'en ajouter neuf. Finalement, trois caisses populaires sont créées en 1963-1964. Les paroisses plus anciennes, telles Saint-Joseph-de-Bordeaux, Saint-Nicolas, La Visitation et Saint-Paul-de-la-Croix, se dotent enfin d'une caisse, tandis que dans les nouvelles paroisses la création de l'institution financière suit de quelques années à peine l'érection religieuse. Ici comme ailleurs dans l'espace montréalais, les fondations survenues pendant la guerre reflètent la croissance de l'épargne disponible, tandis que celles de l'après-guerre témoignent de l'accélération de l'urbanisation du territoire.

S'il y a un parallèle évident entre la multiplication des paroisses et celle des caisses, il faut toutefois faire deux remarques. De plus en plus les caisses ont tendance à étendre leur champ d'action au-delà du territoire paroissial. C'est par exemple le cas à Saint-Alphonse d'Youville, la plus ancienne et la plus importante caisse populaire de notre secteur, qui dès 1936 étend à l'ensemble de l'île et au comté de Laval le territoire qu'elle peut desservir¹⁸. Par ailleurs, quatre caisses adoptent un nom qui diffère de celui de la paroisse et renvoie plutôt à un territoire: Sault-au-Récollet (paroisse de La Visitation), Cartierville (Notre-Dame-des-Anges), Domaine Saint-Sulpice (Saint-Isaac-Jogues) et Lajeunesse (Christ-Roi).

Les tableaux 4 et 5 permettent de mesurer la croissance des caisses du territoire pendant la période. Il faut immédiatement souligner la place exceptionnelle de la caisse

populaire de Saint-Alphonse d'Youville, beaucoup plus ancienne que les autres et qui, en 1945, se joint à la nouvelle Fédération de Montréal, au sein de laquelle elle occupe le premier rang quant à l'actif. En 1940, son territoire est plus considérable que celui qui apparaît sur la carte 2, puisqu'il englobe alors les futures paroisses de Saint-Thomas-Apôtre et Saint-Simon-Apôtre. Une partie appréciable de Saint-Alphonse, surtout au sud du boulevard Crémazie, est urbanisée depuis fort longtemps. Au cours des années 1940, la caisse populaire de Saint-Alphonse voit une vive croissance du nombre de ses sociétaires et de son actif. La croissance est encore vigoureuse pendant la décennie suivante, quoique son rythme soit ralenti, mais est beaucoup moins marquée après 1960. Cette avance donne à la caisse une taille nettement plus forte que celle de ses voisines. Encore en 1960, elle accapare 58% de l'actif total des caisses du territoire mais, dès 1965, son poids est tombé à 40%¹⁹.

Le décalage des autres caisses s'explique évidemment par l'urbanisation plus récente du territoire et par leur création plus tardive. Elles connaissent cependant une très vive poussée au cours des années 1950, alors que le taux annuel moyen de croissance de leurs sociétaires atteint 20% et celui de leur actif 31%. Pendant la période 1960-1965, ces taux sont respectivement de 19% et 23%. En 1960, l'actif moyen de ces caisses est de 849 142\$ et cinq ans plus tard, il atteint 1 478 586\$. À cette dernière date, six caisses, excluant Saint-Alphonse, ont un actif supérieur à 2 millions, mais les six plus récentes, qui n'affichent chacune que quelques centaines de milliers de dollars, réduisent la moyenne.

Pour pousser plus loin l'analyse, il faudrait procéder cas par cas, en tenant compte du bassin de population de chaque paroisse, de son rythme d'implantation, de ses caractéristiques socio-économiques qui varient de l'une à l'autre. Une telle enquête dépasse les limites de la présente étude. De façon générale on peut dire que la plupart des caisses du

territoire démarrent de façon assez modeste, mais deviennent rapidement des institutions financières bien implantées dans leur milieu et arrivent à recueillir une partie des épargnes de la population relativement nouvelle qui s'implante alors dans le nord de la ville. Leur multiplication et leur croissance témoignent bien du développement rapide du territoire qui attire en grand nombre des jeunes familles canadiennes-françaises connaissant à l'époque une mobilité sociale significative et une amélioration marquée de leurs revenus.

S'il y a un parallèle évident entre l'expansion des caisses et l'urbanisation du territoire, on peut se demander à quel point les institutions du mouvement Desjardins appuient l'urbanisation en finançant la construction domiciliaire. Il est bien connu qu'au cours de l'après-guerre elles ont accru de façon notable la part de leurs fonds consacrés au prêt hypothécaire. Une étude du Bureau de la statistique montre qu'en 1962, dans la région du Montréal métropolitain, la valeur des prêts hypothécaires pour fins de construction consentis par les caisses ne représente que 5% de la valeur totale de la construction domiciliaire (la moyenne provinciale est de 12%)²⁰. Si l'on tient compte du fait que la population non francophone et non catholique de la métropole échappe à l'emprise des caisses et que la propension à la propriété y est moins élevée chez les Canadiens français, on peut affirmer que la participation des caisses montréalaises à la construction qui se fait dans leur milieu est plus élevée que 5%, en particulier pour celles qui sont situées dans les nouvelles zones urbanisées. L'examen de cette implication exigerait cependant une enquête fouillée au niveau local, ce qui dépasse le cadre de cette étude. Le travail réalisé par Jean Poirier à propos de Saint-Alphonse-d'Youville montre que la part du crédit hypothécaire y augmente de façon substantielle entre 1940 et 1950 et que les constructeurs occupent une place prépondérante dans ce créneau²¹.

Conclusion

Cette étude aura donc permis d'établir la dynamique spatio-temporelle de l'expansion des caisses populaires à Montréal entre 1940 et 1960. Deux temps forts ressortent nettement. D'abord, pendant la guerre, le mouvement Desjardins intensifie sa présence sur le territoire déjà urbanisé de la ville de Montréal et rejoint une forte proportion de la population franco-catholique dont le niveau de vie est en net redressement après une décennie de crise particulièrement éprouvante. Ensuite, au cours des années 1950, le mouvement étend son emprise en direction des nouveaux secteurs en voie d'urbanisation, aussi bien dans la ville que dans la banlieue. Cette tendance est particulièrement nette à la fin de la décennie 1950 et se poursuit au début de la suivante. Cette étude permet donc de comprendre un peu mieux le virage urbain des caisses populaires, mais d'autres enquêtes seront nécessaires pour en apprécier toute l'ampleur, en particulier pour ce qui concerne l'appui à la construction résidentielle.

¹ Cet article présente une partie des résultats d'une recherche menée avec l'appui de la Chaire de coopération de l'Université du Québec à Montréal qui m'a accordé une subvention pour la mener à bien. Je remercie mon assistant de recherche Jean Poirier, qui a recueilli la documentation de base, ainsi que Yves Otis qui a dessiné les cartes.

² *Annuaire du Québec*.

³ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain, Tome 2, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, 203-205.

⁴ Milton F. Bauer, *The Caisse Populaire Movement in Quebec, 1932-1950*, Thèse de Ph.D. (économique), Université de Chicago, 1967, 41-51.

⁵ Le diocèse de Montréal comprend aussi une petite partie de la rive nord, aux environs de Repentigny et L'Assomption, mais ce territoire n'est pas considéré ici.

⁶ Québec, Bureau de la statistique du Québec, *Les caisses populaires au Québec, 1953-1962*, 1965, p. 31.

⁷ Sur la croissance de Montréal pendant la période, voir Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, chapitres 12, 13, 17, 18.

-
- 8 Sur l'histoire de cette caisse, voir Ronald Rudin, *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires, 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 185 p.
- 9 Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Caisses populaires, 1940-1960*. Les données du ministère ne contiennent aucune information pour 1940 et 1945.
- 10 Québec, Bureau de la statistique, *op. cit.*, p. 35.
- 11 Dans les années 1950, la population de la région métropolitaine de Montréal s'accroît à un taux annuel moyen de 4,2%; dans la deuxième moitié de la décennie, ce taux atteint 5,4%, l'un des plus élevés de l'histoire de Montréal; Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, p. 460
- 12 La carte de base utilisée ici est celle qu'a produite l'archevêché de Montréal en 1962.
- 13 Ronald Rudin, *op. cit.*, *passim*.
- 14 Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, p. 196-198, 202; Michèle Benoît et Roger Gratton, *Pignon sur rue. Les quartiers de Montréal*, Montréal, Guérin, 1991, p. 275-283.
- 15 *Recensement du Canada*, 1951.
- 16 Marc H. Choko, Jean-Pierre Collin et Annick Germain, «Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain: Montréal, 1940-1960», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XV, 2, octobre 1986, p. 127-136.
- 17 *Recensement du Canada*, 1951 et 1961.
- 18 Jean Poirier, *Le crédit dans une caisse populaire en milieu urbain: Saint-Alphonse-d'Youville, 1940-1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1991, p. 53
- 19 Sur l'histoire de cette caisse voir *ibid.*, *passim*.
- 20 Québec, Bureau de la statistique du Québec, *op. cit.*, p. 44.
- 21 Jean Poirier, *op. cit.*, p. 73-128.

TABLEAU 1

PART DES CAISSES URBAINES AU SEIN DE LA FÉDÉRATION DE QUÉBEC
(en pourcentage)

Année	Caisses	Membres	Actif
1940	17,5	31,1	43,8
1945	17,4	34,4	38,0
1950	18,9	39,8	46,0
1955	24,5	52,1	59,6
1960	27,7	62,1	63,3

Source: *Annuaire du Québec, 1966-1967*, p. 803-805

TABLEAU 2

**FONDATEURS DE CAISSES POPULAIRES DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL ET L'ÎLE
JÉSUS
1940-1960**

Années	Nombre de nouvelles caisses
Avant 1940	23 ¹
1940-1945	38 ²
1946-1950	14
1951-1955	25
1956-1960	41

¹ Caisses encore en activité après 1940

² Une caisse fondée en 1945 disparaît vers 1957

Sources: Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Caisses populaires*, 1940-1960; *Procès-verbaux des assemblées générales de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1940-1960; *Rapports annuels de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1954-1958; *Statistiques de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1960-1965; *Minutes des congrès de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1945-1953; *Rapports annuels de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1953-1965.

TABLEAU 3

**ACTIF TOTAL DES CAISSES POPULAIRES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DE L'ÎLE
JÉSUS
1940-1960**

Année	Actif (\$)	Taux annuel moyen de croissance (%)
1940	2 237 331	
1945	11 520 183	38,8
1950	36 773 643	26,1
1955	95 136 280	20,9
1960	212 720 028	17,5

Source: Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Caisses populaires*, 1940-1960.

TABLEAU 4

ACTIF DES CAISSES POPULAIRES DU NORD DE MONTRÉAL

1940-1965

(en dollars)

Nom	Fondation	1940	1950	1960	1965
Cartierville	1954			442 980	1 793 071
Saint-Joseph-de-Bordeaux	1940	3 039	269 215	1 537 780	3 041 037
Sainte-Odile	1958			125 171	534 204
Saint-André-Apôtre	1953			743 903	3 006 782
Saint-Simon-Apôtre	1960				412 486
Saint-Thomas-Apôtre	1954			578 888	2 076 973
Saint-Alphonse-d'Youville	1927	218 506	2 766 504	12 030 925	15 766 604
Lajeunesse	1964				211 762
Saint-Nicolas	1957			661 548	2 199 029
Sainte-Madeleine-Sophie-Barat	1957			597 533	1 562 525
Saints-Martyrs-Canadiens	1955			437 160	1 545 088
Sault-au-Récollet	1945		136 690	1 638 973	2 939 796
Saint-Paul-de-la-Croix	1942		179 181	1 727 492	3 369 503
Domaine Saint-Sulpice	1963				174 468
Saint-Charles-Garnier	1964				151 579
Notre-Dame-de-la-Merci	1960				639 078
TOTAL		221 545	3 351 590	20 522 353	39 423 985
TOTAL (excluant Saint-Alphonse)		3 039	585 086	8 491 428	23 657 381

Sources: Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Caisses populaires*, 1940-1960; *Procès-verbaux des assemblées générales de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1940-1960; *Rapports annuels de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1954-1958; *Statistiques de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1960-1965; *Minutes des congrès de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1945-1953; *Rapports annuels de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1953-1965.

TABLEAU 5

**NOMBRE DE SOCIÉTAIRES DES CAISSES POPULAIRES DU NORD DE MONTRÉAL
1941-1965**

Nom	Fondation	1941	1950	1960	1965
Cartierville	1954			850	2 252
Saint-Joseph-de-Bordeaux	1940	75	783	2 250	3 846
Sainte-Odile	1958			207	935
Saint-André-Apôtre	1953			1 350	4 484
Saint-Simon-Apôtre	1960				674
Saint-Thomas-Apôtre	1954			775	2 431
Saint-Alphonse-d'Youville	1927	866	4 265	11 495	12 779
Lajeunesse	1964				481
Saint-Nicolas	1957			865	2 281
Sainte-Madeleine-Sophie-Barat	1957			1 005	2 160
Saints-Martyrs-Canadiens	1955			918	2 271
Sault-au-Récollet	1945		476	2 466	3 838
Saint-Paul-de-la-Croix	1942		616	2 600	4 122
Domaine Saint-Sulpice	1963				470
Saint-Charles-Garnier	1964				445
Notre-Dame-de-la-Merci	1960				1 229
TOTAL		941	6 090	24 781	44 698
TOTAL (excluant Saint-Alphonse)		75	1 875	13 286	31 959

Sources: Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, *Caisses populaires*, 1940-1960; *Procès-verbaux des assemblées générales de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1940-1960; *Rapports annuels de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1954-1958; *Statistiques de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins*, 1960-1965; *Minutes des congrès de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1945-1953; *Rapports annuels de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins*, 1953-1965.